Retranscription des interventions du festival des luttes populaires 2018 - SYNTHÈSE

Discussion pistes zapatistes	2
Atelier de réflexion en chansons, Think tank de la descolonisation, avec Laurent Cavalié.....	4
Les Pyrénées, pratique des communs au fil du temps, par Filipe Bidart et Philippe Cazal	5
La Françafrique aujourd’hui, par Antoine Souef (SURVIE).....	7
L’état colonial au sein du territoire français, par Mathieu Lopez.....	9
Défenses populaires et luttes écologiques en Palestine face à la colonisation des terres en Cisjordanie – par Antoine Garrault	11
Rencontres et discussions lutte des cheminots narbonnais contre la privatisation de la SNCF....	13
Rencontres et discussions sur l’accueil des migrants avec le collectif narbonnais pour l’aide aux migrants et le collectif contre le CRA de Sète	16

Discussion pistes zapatistes

Présentation des luttes zapatistes, de l'association Mutvitz et du festival

Comment construire une traduction locale d'un mouvement pour l'autonomie ? C'était le sujet du débat inaugural de ce Festival des Luttes Populaires. Il a permis une meilleure connaissance du combat des zapatistes ; quant à ce qu'on fait ici, les réponses ont eu du mal à émerger.

Matias présente le mouvement zapatiste, apparu au grand jour au Chiapas le 1^{er} janvier 1994. Ce jour-là, qui était de celui de l'entrée en vigueur de l'Alena, les zapatistes en armes investissent les grandes villes du Chiapas. S'ensuivent plusieurs mois de combats contre l'armée mexicaine ; pour éviter l'impasse, les zapatistes proposent de négocier. La négociation aboutit à des promesses (modification de la Constitution, droits d'accès à la terre, droits pour les Indiens) qui ne seront jamais tenues.

Les zapatistes prennent acte du fait que la parole politique ne vaut rien et décident de construire par eux-mêmes leur système politique, économique, démocratique et social. Cela sur le principe de la démocratie à la base.

En même temps ils s'ouvrent au monde, en organisant une série de rencontres internationales destinées à partager les analyses et les luttes.

C'est un mouvement qui dure, qui est toujours là 25 ans après.

Récemment ils ont fait une proposition pour un réseau mondial de militance et de rébellion.

- Petite divergence, sur ce chapitre, sur la personnalité du sous-commandant Marcos. Une intervenante insiste sur son charisme et sa mise en avant médiatique. Matias relativise et rappelle que le travail politique et de communication est très collectif chez les zapatistes.

Présentation rapide du réseau Mut Vitz, dans le Sud de la France et notamment à Narbonne.

Marie lit le « Conte rebelle », un beau texte issu de la mythologie indienne. La conclusion est qu'un petit groupe d'hommes et de femmes, que l'on peut voir comme les militants, sont le chemin et qu'ils doivent continuer à avancer pour que d'autres, suivant leur exemple, cheminent eux aussi.

Les gens du Chiapas ne sont pas coupés de leur histoire, constate Marie, et ils n'hésitent pas à mélanger la mythologie, des croyances et des références pour des textes politiques.

Notre culture est différente mais, souligne Matias, nous avons des ennemis communs. Il fait allusion à l'hydre capitaliste, dont parlent souvent les zapatistes, que nous connaissons très bien ici aussi.

Alors, que peuvent faire les réseaux zapatistes locaux, comme Mut Vitz ? Rappel du texte imprimé sur les paquets de café : « Nous acceptons d'échanger notre café avec vous (ce sont les zapatistes qui parlent) si vous commencez à vous défaire du système qui nous opprime ».

Donc, au-delà du soutien que nous pouvons leur apporter, ce qu'ils nous demandent c'est de lutter ici. C'est d'ailleurs le meilleur soutien que nous puissions leur apporter et nous apporter à nous-mêmes.

En tant que réseau zapatiste, pouvons-nous être une force de mobilisation ?

Matias expose les récentes propositions en sept points des zapatistes pour élargir la lutte internationalement et relier toutes les luttes : il s'agit de soutien mutuel, d'échange d'analyses et d'action coordonnée, de fédérer les réseaux. Une réunion internationale vient d'être organisée pour y travailler en décembre 2018 au Chiapas.

- Un intervenant note que l'Alliance des gardiens de Mère Nature, partie du Brésil, va dans le même sens.

A partir de là, le débat subit malheureusement un certain nombre de digressions qui donnent l'impression de tourner en rond, peut-être à cause de la difficulté de répondre à la question de ce que nous devons faire : on dit que les adhérents de Mut Vitz sont surtout des acheteurs de café, on se demande si les acheteurs de produits partagent les valeurs sous-tendues par ces produits, on parle de l'achat responsable...

Quelqu'un rappelle quand même que Mut Vitz ne « vend » pas de café, que c'est un groupement d'achat et que ses adhérents vont généralement au-delà d'un lointain soutien. C'est un réseau où l'on trouve des gens engagés, conscientisés, ancrés dans leur territoire.

Il n'a pas été dit que la meilleure preuve de cela c'est l'organisation du Festival des Luites Populaires. On aurait peut-être aussi pu parler des coopératives intégrales.

Les questions « comment aller plus loin ? », « comment être une force de mobilisation ? », « le réseau Mut Vitz doit-il agir en tant que réseau zapatiste ? » n'ont pas trouvé de réponse. Peut-être n'a-t-on pas été assez concrets, il aurait peut-être fallu parler des petites luites de chacun comme point de départ... ? « petites » parce que peut-être nous les considérons comme telles, ce qui nous rend peut-être trop réservés ?

Atelier de réflexion en chansons, Think tank de la descolonisation, avec Laurent Cavalié

Laurent Cavalié a proposé une réflexion, en débat et en chansons, sur ce sujet. L'intitulé de départ était « Think tank de la descolonisation » ; « Je me suis aperçu que je ne maîtrisais pas ce sujet », dit Laurent, et il propose de le réorienter.

Il pose donc la question « Sommes-nous un peuple autochtone ? » en partant de l'affirmation, lors de l'Amassada (la lutte, dans l'Aveyron, contre un super-transformateur pour énergie éolienne), d'une Mexicaine en lutte contre des éoliennes dans son pays qui a présenté son combat comme intimement lié à son identité et celle de son peuple.

« Qu'est-ce qui nous rassemble ? » poursuit Laurent, « si ce n'est des idées et des luttes anticapitalistes ? » Alors que les peuples dits autochtones ont souvent une mythologie, on peut constater que le roman national français (Vercingétorix, Jeanne d'Arc...) est en phase de déconstruction, contesté par les historiens eux-mêmes.

D'un autre côté, nous assistons à la perte de la langue (occitane entre autres). Laurent relie cette perte à la perte des savoir-faire artisanaux, paysans (l'oubli des variétés anciennes de tomates, ...). Pour lui, la langue est là pour dire qui on est, y compris dans nos modes de vie et nos façons de voir.

Il évoque ensuite son travail de collecte de chansons qui expriment un pays, son histoire. En Languedoc, on trouve, à travers certaines chansons, la mentalité des gens, un certain esprit critique. Laurent chante une chanson sur l'aviateur Védrines, candidat « du modernisme » à la députation dans la circonscription de Limoux : on y trouve clairement la raillerie du pouvoir, « une aimable ricanerie sur la modernité ».

Par contre, pour Laurent, pas question que la langue soit un sujet d'exclusion par rapport aux nouveaux arrivants dans nos régions : faisons-en « une langue de bienvenue aux migrants », proches (les gens du « nord ») et lointains (d'Afrique et d'ailleurs).

Il cite ensuite le « félibre rouge » Auguste Fourès et la coloration sociale que l'on trouve chez certains écrivains occitans. Il enchaîne sur une chanson qu'il (Laurent) a écrite, « la çaça a la paurilha » (la chasse aux pauvres-gens). Après la langue ironique et réfractaire et la langue bienvenue il y a la langue critique sociale.

Et puis aussi la diversité : Laurent constate à quel point les arabophones et les Gitans de chez nous n'ont pas droit à la parole. Il appelle à « maintenir une espèce de biodiversité dans tout, y compris dans les langues et dans les cultures. »

« Faites-vous le lien entre la perte de la langue et la perte des variétés de tomates ? », demande-t-il. Il appelle à lutter contre l'uniformisation, pour la décolonisation ; à préserver les langues locales tout en acceptant l'ouverture aux langues de l'extérieur : « Toute langue s'enrichit avec les autres ».

Les Pyrénées, pratique des communs au fil du temps, par Filipe Bidart et Philippe Cazal

Au Pays Basque, pendant des siècles, les communautés villageoises ont géré en commun leur territoire et leurs biens, l'espace naturel et pastoral, les fours, les moulins... Filipe Bidart expose le fonctionnement de ces pratiques et en donne des illustrations. Quand le passé contient des exemples pour construire le futur...

Filipe définit d'abord les communs : il s'agit de ressources, matérielles et immatérielles, gérées par la communauté ; la propriété commune est avant tout une propriété d'usage ; et l'ensemble des membres de la communauté sont impliqués dans cette gestion.

Ces pratiques sont très anciennes au Pays Basque. On parle de droit coutumier, oral, et de droit pyrénéen parce qu'il s'est étendu à une bonne partie des Pyrénées, avec des spécificités, même si on le retrouve un peu partout en Europe.

Cette gestion se fait à trois niveaux : la maison (qui est le centre de la famille au sens large), la vallée, le pays. Dans ce système, chacun a des droits et des devoirs, et on gère collectivement les pâturages (on est en terre d'élevage plus que de cultures), les bois, les installations comme les forges, les fours...

La gestion se fait d'une part entre voisins, avec une idée forte d'entraide, les travaux étant réalisés en commun ; d'autre part au sein de l'assemblée, qui réunit l'ensemble des chefs de famille. L'assemblée fonctionne en démocratie directe (tous ont droit à la parole et participent aux décisions). Aux niveaux supérieurs (assemblée de la vallée ou assemblée de la province), les représentants du hameau ont un mandat impératif : ils défendent la décision prise en commun par l'assemblée du hameau et ne sortent pas de là. Pour que les prises de décision respectent la volonté de la base, il y a, au niveau provincial, un système de « double assemblée » : lors de la première assemblée on débat de l'ordre du jour ; les délégués portent cette matière à l'assemblée du hameau, qui prend des décisions ; et les délégués portent ces décisions à l'assemblée de province.

Filipe parle de « démocratie directe » et, pour relativiser, de « démocratie directe des maîtres de maison » : c'est l'aîné, l'héritier, qui représente la maison ; et donc, les cadets, les femmes ne vont pas à l'assemblée (même si les femmes peuvent être maîtresses de la maison), ni les enfants même majeurs et les employés.

Ce système a fonctionné très longtemps, vraisemblablement de la période préromaine pratiquement jusqu'à nos jours, mais il a fait l'objet d'attaques qui l'ont érodé au fil du temps. C'est le droit romain, d'abord, qui en établissant la propriété privée, est allé à l'encontre de la notion de propriété commune d'usage. Puis les royaumes (celui de Navarre puis, plus tard, les royaumes voisins qui ont empiété sur le Pays Basque) ont encadré les libertés des Basques, notamment à travers les « fueros » (en français « fors », chartes reconnaissant les droits locaux) ; puis les rois ont réduit progressivement ces droits. Le libéralisme des États-nations a lui aussi fait en sorte de réduire les biens communs et leur gestion communautaire à leur plus simple expression. Et au XVIIIe siècle les assemblées ont été supprimées.

Les facteurs de disparition des communs sont aussi, en partie, internes : l'essor démographique du XVIe au XVIIIe siècle a généré un manque de terres et un empiétement progressif de la propriété privée sur les communs.

Les résistances populaires à cette tendance de suppression des communs ont toutefois été fortes, ce qui explique leur maintien, malgré tout, pendant des siècles.

Aujourd'hui, on retrouve cet état d'esprit dans les coopératives, qui ont été fortes au Pays Basque, dans les ikastolas (écoles en langue basque) et de façon générale dans des tendances autogestionnaires qui restent vivantes.

Philippe Cazal a évoqué ensuite la Catalogne, qui a vécu un peu la même histoire, avec une gestion collective des communs par les assemblées de villageois. Il a rattaché cela, dans le présent, aux mouvements pour l'autonomie locale, forts en Catalogne.

Le débat a surtout porté sur le mouvement coopératif. On a cité la coopération viticole en Languedoc, ou Fagor au Pays Basque. Le constat est que de manière générale les coopératives ont perdu leur esprit des origines pour devenir des entreprises comme des autres dans l'économie capitaliste.

Cette tendance est-elle inéluctable ?

Peut-être pas, à condition de mettre en avant l'éducation populaire pour garder vivants les principes coopératifs. L'exemple de la Coopérative Intégrale Catalane montre qu'il y a de réelles possibilités.

La Françafrique aujourd'hui, par Antoine Souef (SURVIE)

Antoine Souef, de l'association Survie, a exposé la réalité de la présence néocoloniale de la France en Afrique, sur les plans économique, militaire et diplomatique.

Le terme « Françafrique » a été inventé par Survie pour illustrer la collusion des élites françaises et africaines dans un système généralisé de spoliation des peuples africains.

Ce système, explique l'intervenant, peut être comparé à un iceberg : la partie émergée c'est l'aide au développement, les échanges culturels, l'amitié entre les peuples... Puis il y a la ligne de flottaison : le business et la corruption. Et la partie immergée, celle des crimes des dictatures soutenues par l'armée française et des crimes commis par l'armée française elle-même.

Les exemples de crimes, malheureusement, ne manquent pas, de la guerre du Cameroun menée par la France contre le peuple camerounais demandant son indépendance, au soutien actuel au dictateur tchadien Idriss Déby. On peut citer aussi le génocide du Rwanda, dans lequel la France a été complice, les exactions en Côte d'Ivoire pour mettre au pouvoir un ami de la France, Alassane Ouattara, etc.

Devant cette réalité il y a pourtant toujours eu, et il y a encore, un filtre médiatique. Les médias français ont toujours habillé la réalité. Exemple : le soutien actuel de la France au Tchad. Cet allié de la France est présenté comme un fer de lance contre le terrorisme (islamique). Or, sous ces apparences flatteuses, le président tchadien Déby est un féroce dictateur qui confisque les richesses du pays, réprime l'opposition et étouffe violemment toute contestation.

Antoine Souef précise les mécanismes de la Françafrique, qu'il répartit en trois domaines : l'économie, l'intervention militaire, la diplomatie.

Le système, mis en place par Jacques Foccart, conseiller Afrique de De Gaulle, perdure avec quelques évolutions.

Sur le plan économique, la présence néocoloniale française s'est d'abord manifestée à travers des entreprises françaises d'État : Elf, la Compagnie Française des Textiles, Areva... Aujourd'hui, l'économie s'est libéralisée, Elf est devenu la multinationale Total mais les sociétés françaises (ou d'origine française), comme Total, Bolloré, Castel, Bouygues, etc., continuent à bénéficier en Afrique du soutien du système français, en particulier avec la monnaie (le franc CFA), les accords économiques et indirectement le soutien de l'armée.

Sur le plan militaire, on connaît les opérations Serval, Barkhane et autres, dans les pays du Sahel, où l'armée française est censée venir en appui des armées africaines. En réalité, elle mène la barque, vigilante à la protection des intérêts français. La France se présente également comme marchand d'armes et experte du maintien de l'ordre et à ce titre elle coopère sans hésiter avec les dictateurs (Faure Gnassingbé au Togo, Ali Bongo au Gabon, Paul Biya au Cameroun...).

Sur le plan diplomatique comme sur le plan militaire, la France veille à ses intérêts économiques et intervient chaque fois que l'un de ses amis président ou dictateur est menacé par l'opposition ou par une rébellion. Il lui suffit souvent de faire les gros yeux, mais on sait que les Mirages ne sont pas loin.

L'une des nouveautés est l'enjeu migratoire : pour limiter l'afflux de migrants vers l'Europe, la France et l'Union européenne ont passé des accords avec un certain nombre de pays africains, leur demandant de retenir les migrants. Ce qui se fait, généralement dans des conditions inhumaines.

Atoine Souef évoque ensuite la situation des « DOM-TOM », que Survie considère comme des territoires non décolonisés (c'est aussi le point de vue de l'ONU, qui parle, pour certains DOM-TOM, de « territoires à décoloniser » : Mayotte, la Polynésie française et la Nouvelle Calédonie).

Face à cette situation coloniale, les luttes des peuples concernés sont nombreuses même si on en parle peu en France-métropole : c'est le cas dans les Antilles, à La Réunion et en Nouvelle Calédonie ; c'est le cas dans les pays « indépendants » d'Afrique avec en particulier des mouvements de jeunes : Le Balai Citoyen au Burkina, Y'en a marre au Sénégal, « ça suffit comme ça » au Gabon, « Ras le bol » au Congo.

Il y a aussi au Sénégal un mouvement fort contre le franc CFA et des mobilisations contre le passé colonial (démythifier la mémoire de Faidherbe...).

Et il y a des luttes internationales comme celles du React, Réseau pour l'action collective transnationale.

L'état colonial au sein du territoire français, par Mathieu Lopez

Les techniques actuelles de « maintien de la population » sont directement héritées des méthodes de lutte coloniales de l'Empire français. Les méthodes pour contenir « l'ennemi intérieur » en Algérie et dans les autres colonies se retrouvent aujourd'hui dans les méthodes utilisées dans les quartiers populaires notamment. L'idéologie raciste coloniale a été perpétuée par la propagande d'État ; on la retrouve dans les préjugés à l'encontre des descendants d'immigrés et à l'encontre des migrants.

Mathieu Lopez, militant anticolonialiste (adhérent de Survie) et antiraciste (Comité Vérité et Justice 31), souligne « la continuité coloniale entre l'histoire coloniale de l'État français et la structuration actuelle du pouvoir français ».

Il n'est pas nouveau, dit-il, que la police se comporte de manière violente contre les classes populaires en France ; ce qui a changé, à partir des années 1960-70, c'est le retour d'une dimension coloniale dans ces pratiques.

La police française actuelle a hérité à la fois de l'idéologie raciste de la police dans les années 30 et des manières de voir et de faire des policiers ayant travaillé en Algérie avant l'indépendance.

Cette réalité se traduit, dans les dernières décennies, par des méthodes et un comportement de la police qui ciblent plus spécifiquement les personnes noires ou arabes. Concrètement cela s'illustre par le contrôle au faciès, des contrôles multiples, avec des injures systématiques, des violences : coups, gazages, coups de flashball, violences à caractère sexuel. Et jusqu'à des morts : une quinzaine de morts par an à la suite de violences policières, presque tous descendants de colonisés.

Ces faits sont liés à une idéologie et à une doctrine, qui vise « l'ennemi de l'intérieur » (à l'époque dans les colonies puis, après les indépendances, dans la métropole). Cette doctrine a été théorisée et a fait l'objet d'enseignement dans les écoles comme l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale.

De cette doctrine découlent également des méthodes, utilisées en Algérie notamment, et aujourd'hui dans l'hexagone : quadrillage du territoire, check-points dans les quartiers, contrôle de la circulation des personnes, renseignement, guerre psychologique et propagande.

Dans ce cadre, la BAC (Brigade anti-criminalité), fondée dans les années 1970 en Seine Saint-Denis, est l'héritière de la BNA, Brigade de surveillance des Nord-Africains.

Cette doctrine de maintien de l'ordre se traduit aussi dans la législation, par l'état d'urgence, utilisé en Algérie pendant la guerre, en Nouvelle-Calédonie en 1985, en France récemment. L'état d'urgence permet : les perquisitions administratives décidées sans l'intervention d'un juge, des couvre-feux, le contrôle de la presse et des productions culturelles, l'assignation à résidence.

Aujourd'hui, l'état d'urgence est passé en grande partie dans la loi normale.

A ce sujet, un intervenant cite le discours récent de Macron au sujet du meurtre de Maurice Audin. C'est, a dit Macron, le produit d'un système généralisé en Algérie où les méthodes de police s'appuyaient sur des perquisitions décidées sans autorité, sans le juge. C'est exactement ce que Macron a institutionnalisé dernièrement.

Mathieu Lopez fait le lien entre la stigmatisation des descendants de colonisés et l'islamophobie. Il parle de la construction d'un « monstre musulman terroriste » à partir de préjugés racistes diffusés par la propagande et les opérations politico-médiatiques.

L'armée française, elle aussi, est marquée par ses antécédents coloniaux : prestige des carrières coloniales et aujourd'hui dans les « opérations extérieures » (Mali...), fort poids des militaires dans les décisions politiques, héritage de la structuration de l'infanterie coloniale avec les RPIMA, propagande à l'engagement sur des thèmes douteux (« vous allez protéger les populations »). Il y a aussi la culture d'un savoir-faire dans le maintien de l'ordre, transmise à d'autres polices et armées (Espagne, Amérique du Sud, du Nord...).

Mathieu Lopez aborde la situation des DOM-TOM (« des colonies qui n'ont jamais été décolonisées »), où les luttes sociales (contre la vie chère ou les grèves des ouvriers du bâtiment en Guadeloupe) sont fortement réprimées : blindés, présence de l'armée.

Il cite ensuite quelques individus, hauts fonctionnaires de l'État, qui ont œuvré pour la diffusion de méthodes policières autoritaires et racistes : Maurice Papon, qui a participé au génocide des Juifs pendant la 2^e guerre mondiale, puis préfet de police de Paris le 17 octobre 1961 (répression violente d'une manifestation de Nord-Africains, avec 200 morts), qui a théorisé la doctrine de guerre révolutionnaire.

Pierre Bolotte qui a mis en œuvre des politiques de stérilisation forcée des femmes à La Réunion (fin des années 1950) et était en Guadeloupe en 1967 au moment d'une forte répression des indépendantistes.

Christian Blanc, en poste en Nouvelle-Calédonie en 1984-85 (répression du mouvement indépendantiste) puis président de la RATP, où il met en place des brigades d'intervention dans le métro.

Mathieu Lopez met ensuite l'accent sur les blessures infligées aux personnes décolonisées et aux familles, souvent sur plusieurs générations, des tirailleurs sénégalais (massacre de Thiaroye) aux victimes des violences policières actuelles et passées.

Il souligne la part de la propagande coloniale dans les stéréotypes racistes : discours politiques, manuels scolaires, zoos humains (Exposition Universelle de 1931...), stigmatisation des jeunes des banlieues, stigmatisation des migrants.

Et il rappelle les luttes actuelles : les luttes indépendantistes, toujours vivantes notamment en Guadeloupe, à La Réunion et en Nouvelle-Calédonie ; et, en France, les luttes antiracistes, en particulier contre les violences policières, mais aussi le mouvement décolonial.

Défenses populaires et luttes écologiques en Palestine face à la colonisation des terres en Cisjordanie – par Antoine Garrault

Un des moyens d'analyser les formes du pouvoir israélien consiste en l'appréhension des transformations territoriales de la Palestine (par l'imposition de frontières, la mise en place de mécanismes de séparation des populations, *etc.*), des modalités de contrôle des individus dans l'espace et des logiques de la souveraineté israélienne qui prend la forme d'une *nécropolitique*, d'une politique de mort « tuer l'Autre », de manière directe mais aussi indirecte comme par la destruction des ressources des Palestiniens en Cisjordanie (terre, eau, territoire).

Un processus de colonisation totale : la destruction du *milieu* palestinien

La destruction du *milieu* indigène apparaît comme centrale. Le pouvoir israélien exprimé en termes territoriaux (la territorialité israélienne) va prendre les formes d'anéantissement du milieu autochtone lors de la guerre de 1947-1949 avec la destruction de plus de 500 villages et le déplacement de 800 000 Palestiniens qui obtiendront le statut de réfugié en dehors des futures « frontières » israéliennes.

Ce processus se poursuit, dans des proportions moins importantes, de manière plus lente, aujourd'hui en Cisjordanie.

Les différents blocs géographiques définis par l'occupation sont difficilement rejoignables par les Palestiniens. Avec cette absence de continuité territoriale, le développement palestinien est impossible.

La politique israélienne s'affirme avant tout avec le nettoyage ethnique des communautés indigènes :

- destructions de villages et accaparement de terres. La construction des colonies sur les terres palestiniennes est rendue possible par des procédés stratégiques israéliens qui reposent sur un arsenal juridique ; l'utilisation d'une vieille loi ottomane qui fait qu'après plusieurs années d'inactivité, les terres deviennent la propriété de l'Etat.
- les destructions de maisons palestiniennes sont rendues possibles par une politique discriminatoire liée aux permis de construire.
- les attaques sur les lieux de vie palestiniens passent aussi par la destruction d'oliviers par les colons par exemple.

La Résistance populaire en Cisjordanie s'organise depuis 2002-2005 contre la construction du mur et la multiplication des colonies :

- zones de résistance : dans plusieurs villages des manifestations hebdomadaires sont organisées avec le soutien de militants israéliens et étrangers.
- d'autres actions comme la protection des oliviers contre les attaques des colons avant et durant les récoltes,

Avec le « processus de paix » et l'arrivée de financements occidentaux, arrive en même temps le mirage de la paix économique et de la compétitivité qui permettraient à la Palestine de s'en sortir.

Cependant, les chiffres montrent que le développement de l'économie réelle (agriculture, industrie) est au point mort.

Deux problèmes se posent. Premièrement, ce système de financements occidentaux participe à la division de la lutte car les programmes s'adressent à des associations implantées localement ; cette logique minimise la possibilité d'émancipation nationale car les mécanismes de l'aide internationale entérinent quelque peu les divisions territoriales créées par l'occupation.

De plus, les normes du développement international qui sont étrangères à la Palestine redéfinissent les moyens d'actions des comités et des associations : les ateliers sur la « non-violence » ou les projets de financements d'infrastructures locales se trouvent favorisés, en accord avec les programmes des bailleurs et au détriment de la structuration d'une résistance « nationale-populaire » contre l'occupation.

Pour les Palestiniens, le projet d'occupation est un projet de colonisation totale, de remplacement de la société indigène soutenu par un dispositif militaire très important.

De ce fait, le mouvement de solidarité avec les Palestiniens est d'une importance capitale car dans les conditions actuelles, une solution passe autant par le plaidoyer étranger que par la capacité de résilience et de résistance des Palestiniens. Mais il faut faire cela dans une approche de solidarité, c'est à dire comprendre les conditions de vie, la situation vécue d'un « Autre » et soutenir sa cause selon ses représentations, son expérience et ses choix (dans la limite des possibilités, des dispositions et des cadres éthiques de chacun).

Aujourd'hui c'est souvent l'inverse qui se produit du fait de l'imposition de normes en Palestine par les organisations mais aussi les activistes étrangers. Il est primordial que les Palestiniens créent un imaginaire sociétal autonome comme durant la première *Intifada* et notre solidarité passe par le soutien à cet imaginaire autochtone. Ce soutien passe par l'accompagnement des activités dans la limite de ce qui nous paraît acceptable en Palestine pour soutenir les populations locales. Enfin, c'est ici, en France, qu'il faut se faire l'écho d'une situation et agir pour la fin de la colonisation.

Rencontres et discussions lutte des cheminots narbonnais contre la privatisation de la SNCF

Les représentants de la CGT font le point sur la grande grève du printemps, en montrant le travail de préparation et de suivi qui va avec. Ils ne baissent pas les bras face au démantèlement du service public ferroviaire et sont attachés à la solidarité des usagers.

Patrick Castey et Bruno Bréhon (CGT Cheminots Narbonne) insistent sur le succès « exceptionnel » de la grève menée par les cheminots d'avril à juillet 2018. « Ce n'est pas tombé comme ça », disent-ils : les cheminots y travaillaient depuis un an et demi, en planchant sur le projet de réforme qui consiste à mettre en concurrence, privatiser et supprimer le statut du cheminot.

Le travail s'est fait en interne, dans l'entreprise, mais aussi auprès de l'opinion publique, l'invitant à se réapproprier le service public.

Par ailleurs, disent-ils, « ce n'est pas fini ». La loi est prévue pour entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2020, « cela laisse le temps de bouger ».

Patrick critique l'idée, véhiculée par le gouvernement, que les cheminots coûteraient trop cher. Les chiffres récents montrent au contraire que chaque cheminot français a généré 7 500 € de bénéfice après impôt en 2016 et 58 % de valeur ajoutée (par rapport au chiffre d'affaires). Ce taux de 58 % est supérieur à ceux du privé (Thello 41 %, ECR 30 %) et de la Deutsche Bahn (50 %). La valeur ajoutée des cheminots est légèrement supérieure à celle de la moyenne des travailleurs français.

Il y a une explication à cela : 30 000 suppressions d'emploi en dix ans (plusieurs centaines à Narbonne). La CGT cheminots ne se félicite pas de la bonne productivité des cheminots français puisque la réalité c'est qu'elle se fait au détriment du service public.

Autre information, la dette de la SNCF, 55 milliards d'euros, génère 1,8 milliard d'intérêts par an, plus que le bénéfice de l'entreprise (1,3 milliard). Or cette dette est une dette de l'État qui n'a pas investi suffisamment et a obligé la SNCF à emprunter.

Le gouvernement s'emploie par ailleurs à culpabiliser les usagers en affirmant que le prix du billet n'est pas assez élevé.

Pour Bruno, les mesures d'application de la loi de réforme montreront que le gouvernement a menti en prétendant que l'ouverture à la concurrence, la privatisation et la suppression du statut amèneront une baisse des tarifs et une meilleure qualité de service.

Il est ensuite question de poursuite du combat, avec la manifestation prévue le 9 octobre 2018, et de convergence des luttes. Dans le public quelqu'un demande où en est l'union intersyndicale ; un autre demande si la stratégie de grève perlée était un choix ; un autre souligne que le service public français est « le patrimoine des sans patrimoine ».

Sur ce dernier point, Patrick parle de choix de société : voulons-nous que la financière internationale gère tout ou que ce soient la population, les salariés, « avec bien sûr l'État autour », qui gèrent ?

Si le choix de l'opinion publique va clairement au service public, la loi LOM (Loi d'Orientation sur les Mobilités) dit que l'État ne financera plus que 30 % des investissements ferroviaires alors que dans le même temps il financera jusqu'à 99 % des infrastructures routières.

Au sujet de la convergence des luttes, Bruno, parlant de « phantasme », souligne que pour y parvenir « il faut que tous les salariés soient prêts ». Les médias, de leur côté, divisent l'opinion et isolent les luttes, en les occultant. La manifestation du 9 octobre va dans le sens de la construction de la convergence des luttes.

Quant à la stratégie de la grève perlée, Bruno explique qu'il y a eu une grande préparation, avec notamment la rédaction d'un manifeste en huit points et la manifestation du 22 mars 2018. « Un préavis de grève illimitée n'était pas tenable : on y laisse des salaires... La seule stratégie qui pouvait nous permettre de tenir sur la durée, c'est la grève perlée ». Elle a eu, souligne-t-il, un résultat exceptionnel, avec des taux records de grévistes (60 à 80 % à l'exécution, 40 à 55 % à la maîtrise et même 20 à 40 % chez les cadres).

Par ailleurs, le vote des cheminots a donné 95 % d'opposition à la réforme.

Un participant regrette que le choix de société « ait été fait en 1968 », lorsque les syndicats « se sont écrasés ».

Un autre, sans préjuger de la réponse à donner à cette intervention, souligne la grande compétence des cheminots dans la gestion du service public ferroviaire : « Ils gèreraient bien mieux la SNCF sans la direction ».

Patrick répond à une question sur les sanctions. La direction et le gouvernement, dit-il, ont une soif de revanche ; ils ont du mal à avaler la mobilisation et craignent une suite. Ils cherchent à faire un ou des exemples.

42 cheminots sont inquiétés pour participation à la grève, dont un de Nîmes, alors qu'il n'y a pas eu de violences.

Bruno souligne que certains de ces agents ont été mis en mesure conservatoire, le temps de l'enquête, au-delà des deux mois légaux, ce qui a valu à la SNCF une condamnation aux Prud'hommes.

« La grève on la paye », dit Patrick, avec une retenue sur salaire allant jusqu'à 1 500 € pour des salaires qui vont pour la plupart de 1 200 à 1 400 € par mois. La SNCF a voulu aussi priver les grévistes de leurs jours de repos (en les accolant illégalement aux jours de grève). Elle a perdu en justice mais ne s'est pas pour autant empressée de rendre ces jours de repos (au moment de la conférence, on attendait une régularisation pour octobre ou novembre).

Bruno évoque ensuite le projet de réorganisation de l'accueil et des guichets de la gare de Narbonne, avec moins d'heures d'ouverture. Là encore, baisse du service public. Les cheminots se battent également sur ce sujet.

A une question de Michel David sur les trains de nuit (il rappelle la création d'un collectif audois de soutien), Patrick précise que l'État ne finance plus les trains de nuit et passe le relais aux Régions. De ce fait, celui qui va à Port-Bou, uniquement pendant les week-ends et les vacances scolaires, ne s'arrête plus à Narbonne, qui est pourtant la 2^e gare de correspondance de la région, d'où des voyageurs en moins. Une expérimentation a lieu pour deux ans, pour ces raisons elle risque d'être négative. Si elle était positive c'est de toute façon la Région qui devrait financer le train de nuit.

Si les élus, toutes tendances politiques confondues, se battaient pour le maintien, dit Patrick, le train de nuit pourrait être maintenu comme il l'a été à Limoges.

Bruno souligne deux autres aspects de la casse de la SNCF :

La volonté de supprimer les contrôleurs dans les trains, laissant le conducteur seul, d'où de gros problèmes de sécurité (en cas d'agressions, incendie, etc.).

Et l'abandon du fret : depuis l'ouverture à la concurrence un tiers du chiffre d'affaires fret est passé à la route.

Il conclut en annonçant une des prochaines étapes du combat des cheminots : la conférence du 13 novembre.

Rencontres et discussions sur l'accueil des migrants avec le collectif narbonnais pour l'aide aux migrants et le collectif contre le CRA de Sète

Ce débat a permis de connaître les initiatives d'aide aux migrants : à Narbonne (Accueil Migrants et Cimade), à Sète (soutien aux pensionnaires du CRA), dans l'Hérault et le Minervois (familles d'accueil)...

Le constat est général : l'État ne remplit pas son rôle d'assistance aux personnes en danger (demandeurs d'asile et surtout mineurs mais aussi migrants « ordinaires » sans papiers).

Concernant l'aide aux mineurs, certains aidants se demandent s'il vaut mieux se battre pour que l'État remplisse son rôle (accueil humain et scolarisation) ou s'en charger eux-mêmes.

Des échanges il ressort qu'il est primordial de travailler en réseau : au niveau des familles d'accueil, pour se soutenir mutuellement ; mais aussi en matière d'information et de partage d'expérience sur les processus juridiques et administratifs.

Quelques notions juridiques, qui sont ressorties des échanges :

Les migrants « non politiques » (non demandeurs d'asile), non originaires de l'Union européenne et sans visa, n'ont le droit que de retourner chez eux. Ils sont sans papiers. On les interne parfois en Centre de Rétention Administrative avant de statuer sur leur sort, qui est généralement de devoir quitter le territoire vers leur pays d'origine ou un pays qui accepte de les recevoir. Ils peuvent faire l'objet d'une Obligation de quitter le territoire (dans un court délai, parfois même 48 heures) voire être reconduits directement à la frontière. Ils peuvent aussi être reconduits dans leur pays d'origine.

S'ils arrivent à passer entre les mailles du filet (ou s'il n'y pas de place en CRA) ils peuvent vivoter en trouvant un hébergement occasionnel en Centre d'hébergement d'urgence (le 115) ou, pour les plus chanceux, chez Emmaüs.

Il est parfois possible, moyennant certains papiers prouvant une présence ancienne sur le territoire (aide médicale de l'État, certificat de non imposition) et en ayant un emploi, d'obtenir un titre de séjour.

Les demandeurs d'asile adressent une demande à l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) ; en cas de refus, un appel est possible auprès de la Cour Nationale du Droit d'Asile. Tant qu'il n'est pas statué sur leur sort, ils ont droit à l'ADA (aide aux demandeurs d'asile) et à rester sur le territoire français, en étant hébergés en CADA (Centre d'accueil des demandeurs d'asile)... s'il y a de la place. Si leur demande est refusée, ils sont considérés comme sans papiers.

Les mineurs ressortissent de l'Aide Sociale à l'Enfance. La première difficulté est de prouver leur minorité. Ils sont alors hébergés, normalement en foyer, et ont droit à être scolarisés (jusqu'à 18 ans). A leur majorité, on peut arriver à les régulariser de façon temporaire (en tant qu'étudiants, engagés dans une formation professionnelle ou s'ils ont un emploi, en particulier dans les « métiers en tension »). Sinon ils deviennent sans papiers.

Témoignages d'actions : à Narbonne et ailleurs

La Cimade, installée à Narbonne depuis 8 ans, accompagne les migrants quel que soit leur statut (« migrants économiques ou politiques on s'en fout à la Cimade » comme le dit Roger).

L'aide est de deux sortes : juridique et administrative, pour essayer de leur faire avoir des papiers ; et simplement humaine, pour les orienter vers divers lieux et moyens de manger, se loger... Roger présente plusieurs exemples d'aide, aussi divers que les situations des personnes concernées.

Accueil Migrants, créé il y a quelques mois à Narbonne, est un regroupement informel de personnes souhaitant aider les migrants. L'articulation de son action avec la Cimade permet d'allier la bonne volonté des uns et l'expertise de l'autre. Les membres du collectif peuvent apporter une aide matérielle (collectes d'argent, dons divers) et héberger des migrants. La notion de lien social (rencontre, vie familiale) est aussi importante.

L'action contre le Centre de Rétention Administrative de Sète : Patrick explique l'action du collectif dont il fait partie, soutenu par RESF. Ils rendent visite aux migrants sans papiers enfermés dans l'attente, en général, de devoir quitter le territoire. Et ils mènent des actions, de rue notamment, pour faire connaître l'existence du CRA et protester contre cet enfermement.

« Je ne les vois pas comme des migrants », dit Patrick, « ce sont des gens qui viennent pour travailler et avoir une vie normale », qui s'appellent eux-mêmes des « prolétaires nomades ».

« Ce sont des enfermés, des emprisonnés, il y a un sentiment d'injustice »... « Cela paraît incroyable de se faire enfermer parce que seulement tu n'a pas les bons papiers. » L'humiliation subie, explique Patrick, conduit certains à des problèmes psychiatriques et à des tentatives de suicide.

Le collectif envisage son action dans la continuité avec une présence régulière devant le CRA : « On peut y faire la musique, un grand carnaval, une grande marche pour fédérer d'autres causes collectives, d'autre pays ».

L'aide aux mineurs non accompagnés dans l'Hérault... Présentée par ?

Tout est fait pour nier aux mineurs leurs droits à rester en France, à être accueillis correctement et à être scolarisés. Des entraves permanentes sont mises par l'administration et la police à l'occasion des tests pour déterminer leur âge, l'examen des certificats de naissance ou autres, les possibilités de faire appel.

De manière générale, tous constatent l'application de la loi en défaveur des migrants et la mauvaise volonté administrative, qui se traduit notamment par la réduction des moyens en effectifs, d'où des délais très longs. On peut citer une personne qui ne perçoit pas l'ADA (aide aux demandeurs d'asile) parce que son dossier a été perdu, les délais de procédures judiciaires très longs, le Département de l'Hérault qui se porte partie civile contre les mineurs pour obtenir leur condamnation pour mensonge sur leur âge...

Concernant l'accueil des mineurs, il laisse souvent à désirer : logement en hôtel, sans éducateurs, livrés à eux-mêmes, pas de scolarisation...

Il y a aussi les violences policières (notamment en CRA).

Faut-il faire confiance à l'État ou compter plus sur l'engagement ?

Un témoignage de familles d'accueil de mineurs dans le Minervois exprime une forte déception vis-à-vis de la façon dont l'État prend en charge les mineurs dans le cadre de l'ASE. Déjà, pour y accéder c'est le parcours du combattant, mais ensuite, souvent, l'accueil laisse à désirer et la scolarisation est aléatoire.

En familles d'accueil, au contraire, on veille à l'entourage humain, au lien social, aux apprentissages (français et autres cours), on procure aux enfants des petits boulots comme quelques jours de vendange pour leur argent de poche...

Plusieurs questions sont porteuses de débat : L'importance de constituer un réseau pour ne pas être isolés ; la situation légale des accueillants et donc les risques (il semble que seule soit illégale l'action militante) ; l'avenir de ces mineurs (possibilités de régularisation ultérieure et donc importance de la scolarisation qui peut permettre d'y accéder).

Face au découragement de certains, d'autres mettent en avant l'utilité de se battre, en se structurant, en se soutenant, pour à la fois essayer de faire ce que l'État ne fait pas ou mal, et faire pression sur l'État pour qu'il respecte les lois et remplisse son devoir d'humanité.